

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

Assemblée mondiale de citoyens

Lille – 2 au 10 décembre 2001

Groupe régional **EUROPE DU NORD**

Economie:

Nous reconnaissons la responsabilité de l'Europe envers ses citoyens les plus défavorisés et nous suggérons que les acteurs du public et du privé suivent une politique d'inclusion en favorisant une économie sociale locale à visage humain.

Il ne faudrait pas que les subventions appauvrissent les systèmes économiques alimentaires des pays du sud ou enrichissent les multinationales.

Education:

L'éducation devrait inclure l'enseignement et l'application d'une culture de paix, de tolérance et de solidarité ainsi que la gestion des conflits afin de permettre aux hommes et aux femmes de vivre ensemble, de penser de façon autonome et de prendre au sérieux leurs responsabilités de citoyens du monde.

Migrations et droits des étrangers:

En vue d'une prochaine législation européenne concernant le droit des étrangers, il faut donner les moyens logistiques (organisation d'un colloque) aux militants et associatifs pour qu'ils puissent s'informer des différentes législations en vigueur dans les pays de l'espace SCHENGEN. Faire des propositions de lois aux politiques.

Responsabilité des scientifiques:

Remise en question de l'approche scientifique actuelle sectorielle pour valoriser la complexité et la globalité des problèmes de terrain dans des secteurs vitaux et donc mener une approche transdisciplinaire et répondre ainsi aux attentes des populations en notant qu'il est très difficile d'obtenir une reconnaissance dans les universités et les institutions scientifiques. Il est donc urgent de créer un réseau associatif de chercheurs engagés dans des problématiques de science citoyenne et faire reconnaître institutionnellement et sur le plan scientifique, la pertinence et la qualité de tels travaux.

Travailler à une non marchandisation de la science. Tentation de se faire payer par le privé pour pouvoir poursuivre leurs recherches : il faut créer des capacités d'indépendance en réalisant de véritables partenariats dans des conditions précises pour garder une réelle autonomie. La liberté académique et l'autonomie universitaire ne peuvent plus se définir en terme de tour d'ivoire mais en rapport de partenariat avec les autres acteurs sociaux.

Importance d'une vulgarisation de la science par des contacts avec les médias pour montrer l'intérêt des recherches en laboratoires ou entités scientifiques pour la population.

Les NTIC ne suffisent pas pour l'appropriation par les gens de la compréhension des travaux scientifiques dans leur intérêt.

Communication:

Nous devons examiner les moyens grâce auxquels tous les citoyens pourraient prendre davantage part aux outils de communication (médias inclus), par exemple pour exprimer leurs opinions, leurs propositions lors d'un processus de décision.

Gouvernance:

Chaque pays européen devrait être responsable de la mise en transparence de tous les niveaux politiques de son gouvernement.

Les différents ministères de chaque pays ont besoin de développer des politiques d'utilisation des ressources naturelles à long terme (O.G.M. exclus) et doivent rendre compte au Ministère de l'Environnement (cf. la Convention sur la diversité biologique.)

L'Union européenne doit réfléchir à l'utilisation des subventions comme une force positive qui favoriserait les produits issus d'un marché équitable visant le long terme.

Nous soutenons l'idée d'une utilisation potentielle d'observateurs indépendants choisis parmi la population civile de chaque pays européen dans les zones de conflits : par exemple le conflit israélo-palestinien.